**FADI KASSEM,** porte-parole national du PÔLE de RENAISSANCE COMMUNISTE en FRANCE (PRCF)

8, rue du Clos Lapaume, 92220 Bagneux

Tél : 06 79 27 23 16

Courriel: rouge-tricolore@prcf.fr Le 18/05/2021

Bagneux

Objet : Lettre ouverte à destination des gardiens de la paix

Citoyennes, citoyens,

Héritier des grandes traditions républicaines, patriotiques et progressistes du Parti Communiste Français, les militants franchement communistes du PRCF s'adressent à vous fraternellement afin d'engager un dialogue constructif et exigeant sur la situation de l'institution policière et sur vos conditions de travail. Vous avez été récemment endeuillés par des crimes inqualifiables témoignant d'une disqualification croissante d'un service public majeur pour assurer la sûreté générale du pays – ce qui est un droit fondamental comme le stipule l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) du 24 juin 1793. Vous êtes de de surcroît de plus en plus la cible de violences quotidiennes dans plusieurs communes de France, ce dont témoigne l'invraisemblable attaque au mortier à Argenteuil.

Au-delà, depuis des années, essaiment les débats vous concernant, parmi lesquels : la multiplication des délits et des crimes en France que vous combattez avec détermination et sens du devoir ; les conditions d'exercice de votre métier qui se dégradent sous l'influence de politiques euro-austéritaires et ultrasécuritaires ne répondant pas à vos besoins ; mais aussi, et parce que nous refusons de taire des pratiques délictueuses qui se répercutent sur l'image de votre profession, des violences perpétrées par certaines « forces de l'ordre » à l'encontre de gilets jaunes, de syndicalistes pacifiques, de travailleurs, lycéen(ne)s et étudiant(e)s en lutte, forces politiques progressistes, etc., lors de diverses manifestations.

Disons-le d'emblée, nous refusons deux positions aussi stériles que caricaturales. D'un côté, affirmer qu'il n'y aurait ni racisme au sein de la « police républicaine », ni actes délictueux de la part de certains policiers, ni de violences commises à l'encontre de citoyens et de travailleurs se heurte à la réalité dont est également choquée la masse des policiers républicains que rebutent ces comportements. Des policiers ont été révoqués à Rouen pour avoir proféré des propos racistes dénoncés par un de leurs collègues qui constituait leur cible ; un service de police a été dissous en juillet 2020 à Saint-Denis pour participation à un trafic de stupéfiants ; et comment oublier la féroce répression des gilets jaunes qui, pour nombre d'entre eux, n'avaient jamais manifesté et exprimaient une colère sociale face à des politiques détruisant la France et de la République ? Il est impossible d'ignorer ces faits, au même titre que le scandaleux tabassage de Michel Zecler en novembre dernier qui a suscité une vive et légitime émotion dans le pays.

Pour autant, nous condamnons les slogans imbéciles et irresponsables tels que « tout le monde déteste la police » ou « la police est raciste », ce qui vise à humilier gratuitement l'ensemble des fonctionnaires qui se veulent avant tout des « gardiens de la paix » soumis à l'instrumentalisation politique et à une absurde « politique du chiffre ». Ces dernières années, les politiciens Hortefeux, Valls, Castaner, Darmanin et le préfet Lallement vous ont essorés en vous poussant à l'affrontement avec des manifestants très majoritairement pacifiques, sournoisement assimilés aux éléments violents ayant récemment attaqué la CGT ; avec le risque, au passage, de renforcer les positions racistes et fascisantes en votre sein.

Pendant ce temps, les euro-gouvernements successifs n'ont pas traité les problèmes centraux vous affectant : près de 25 millions d'heures supplémentaires cumulées impayées ; le gel du point d'indice des fonctionnaires depuis 2010, confirmé par la Macronie ; une puissance publique se désinvestissant du financement de l'immobilier et de l'équipement ; des dizaines de suicides chaque année ; un terrible manque de moyens humains et matériels alimentant le délitement exponentiel de la France – avec ses conséquences en matière de délits et de crimes qui pourrissent la vie de millions de travailleurs et de citoyens, notamment dans les communes rurales et les quartiers populaires ; une formation insuffisante et insatisfaisante ; la multiplication des polices locales compensant



mal, voire dangereusement parfois, le retrait de la police nationale, sans compter l'exposition à des dangers aussi fondamentaux que les attentats qui visent de plus en plus, prioritairement, les gardiens de la paix. Nous sommes d'autant plus sensibles à ces problématiques que nous les vivons aussi en tant que militants communistes proches des travailleurs, des habitants des banlieues et des « périphéries », des enseignants abandonnés par leur hiérarchie, etc.

Face à cette fausse « dialectique », les militants franchement communistes du PRCF réaffirment leur attachement à la DDHC de 1793 qui stipule : « La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés » (article 8) ; « La loi doit protéger la liberté publique et individuelle contre l'oppression de ceux qui gouvernent » (article 9). Cette double condition n'est pas réunie avec la Macronie, dont le rôle de gardien de l'ordre capitaliste euroatlantique a débouché sur l'explosion de la contestation sociale multiforme depuis des années. Elle ne le sera pas davantage avec les faux « Républicains » qui, sous Sarkozy, ont supprimé la police de proximité et réduit les effectifs sous couvert de postures ultrasécuritaires.

Quant au prétendu « Rassemblement national », son arrivée au pouvoir pousserait à la guerre civile. En outre, comment croire que le RN vaincra « l' »insécurité, qu'il assimile démagogiquement uniquement aux immigrés en maintenant la France dans l'UE et au sein de l'espace Schengen, donc en acceptant l'absence de contrôle des frontières nationales ainsi que la « totale liberté de circulation » des capitaux, des services, des hommes et des marchandises, parmi lesquelles les armes de guerre de plus en plus présentes sur notre territoire ?! Comment croire également que le « tout-carcéral », promu par l'extrême droite et par la droite dure, réglera les problèmes, alors que le système pénitentiaire, saturé et impuissant, constitue, tel qu'il est aujourd'hui, un démultiplicateur de violence et de récidive ?

La solution ne viendra cependant pas plus de la « gauche » institutionnelle – EELV, PS, PCF notamment – dont l'angélisme hypocrite, que reconnut lui-même Jospin en son temps, a favorisé l'actuelle situation; quant aux gauchistes de toute nature, en combattant par essence la police, ils créent les conditions pour une désastreuse anarchie servant la soupe au RN. Dans la France souveraine et démocratique en marche vers le socialisme que nous souhaitons, il y aura bien entendu une police, mais qui ne sera plus dévoyée pour servir de bouclier à l'injustice sociale : elle sera entièrement au service de la population – de même que l'armée ne servira à rien d'autre qu'à garantir la défense du territoire national.

Voilà pourquoi nous vous proposons une Alternative Rouge et Tricolore portée par Fadi Kassem et le PRCF, afin de reconstruire « une police républicaine au service du peuple ». « Une police municipale qui poursuit les malfaiteurs, au lieu d'une police politique qui poursuit les honnêtes gens », donc « une milice nationale qui défend les citoyens contre le pouvoir, au lieu d'une armée permanente qui défend le pouvoir contre les citoyens » comme le déclara et le mit en pratique la Commune de Paris, et comme les militants franchement communistes du PRCF, attachés à un service public de qualité, à la sûreté et à l'exemplarité ferme des gardiens de la paix dans l'exercice de leur fonction, le défendent aujourd'hui.

Les citoyens et travailleurs d'une part, les policiers républicains d'autre part, sont du même camp, contrairement à ce qu'affirma le préfet Lallement : celui de la sûreté, de la tranquillité publique et de l'éradication de toutes les formes de violence et de délinquance – y compris celles des « cols blancs » ; mais aussi celui d'une police républicaine implacable avec tous les comportements racistes, antisyndicaux et violents de la part de certains de ses agents. Et ce, sans perdre de vue la nécessité politique et sociale absolue d'en finir avec tous les éléments contribuant au désordre et au chaos : aussi bien le terrorisme, les crimes et délits que l'intégrisme religieux, mais aussi que l'euro, l'UE, l'OTAN et le capitalisme exterministe qui sèment les inégalités, la misère et le chaos tout en détruisant la République léguée par la Révolution et par le CNR. Ce n'est qu'à ce prix, citoyennes et citoyens, que la paix civile, la justice sociale et la démocratie triompheront des maux qui détruisent la souveraineté, l'unité et l'indivisibilité de la République.

Nous sommes à votre disposition pour engager le dialogue. Avec notre salut franchement patriotique et républicain.

Fadi **KASSEM** porte-parole de l'Alternative Rouge-Tricolore

Léon **LANDINI**, président du PRCF, médaillé de la Résistance

Georges **GASTAUD** secrétaire national du PRCF

